
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 77

Bill No. 77

Loi modifiant la Loi des compagnies
de fidéicomis

An Act to amend the Trust Companies
Act

Première lecture

First reading

Mr TETLEY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 77

Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommiss

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommiss (Statuts refondus, 1964, chapitre 287) est modifié par la suppression des paragraphes 8° et 9°.

2. L'article 5 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° Que la compagnie projetée possède un capital-actions souscrit et versé d'au moins un million de dollars divisé en actions ordinaires d'une valeur au pair d'au moins un dollar chacune, dont le montant a été versé en argent dans une banque par les souscripteurs de ce capital, en fidéicommiss pour la compagnie; ».

3. L'article 6 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **6.** Une compagnie ne peut augmenter ou diminuer son capital-actions ou subdiviser ses actions existantes en actions de moindre quotité ni modifier autrement son capital-actions sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Toutefois, telle modification ne peut avoir pour effet de réduire le capital-actions ordinaire versé à un montant infé-

Bill No. 77

An Act to amend the Trust Companies Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Trust Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 287) is amended by striking out paragraphs 8 and 9.

2. Section 5 of the said act, amended by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing paragraph 3 by the following:

“(3) That the proposed company has a subscribed and paid-up capital stock of at least one million dollars divided into common shares of a par value of at least one dollar each, the amount of which has been paid into a bank in cash by the subscribers of such capital in trust for the company;”.

3. Section 6 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

“**6.** A company shall not increase or decrease its capital stock or subdivide its existing shares into shares of lesser quantity nor otherwise alter its capital stock without the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

However, such alteration shall not have the effect of reducing the common paid-up capital stock to an amount less

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet fait disparaître les définitions des expressions « capital-actions permanent » et « capital-actions temporaire » dont la notion n'est plus retenue.

Les articles 2 et 3 exigent que le capital versé d'une compagnie soit maintenu à un million de dollars en ce qui a trait au capital-actions ordinaire.

L'article 4 permet à une compagnie d'emprunter des fonds en émettant des billets en sous-ordre et d'accepter de ses actionnaires des prêts en sous-ordre. Ces prêts prennent rang après les billets en sous-ordre et ces derniers prennent rang après toute autre créance de la compagnie.

L'article 6 fait disparaître l'obligation imposée aux compagnies extra-provinciales de maintenir un capital-actions permanent.

L'article 7 prévoit que le minimum de \$1,000,000 relatif au capital-actions versé ne s'appliquera qu'aux compagnies de fidéjusseurs qui seront enregistrées pour la première fois après l'entrée en vigueur du projet.

L'article 8 exige que la raison sociale d'une compagnie québécoise soit en langue française, accompagnée ou non d'une version anglaise et ce dès qu'elle sollicite un nouvel enregistrement.

L'article 9 valide les achats prévus à l'article 5 du projet s'ils ont été effectués entre le 15 mars 1974 et la date de l'entrée en vigueur du projet.

L'article 10 permet la substitution du nom de la compagnie qui achète et à laquelle s'applique l'article 9 du projet dans tous les documents où la compagnie qui vend était en cause en l'une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill removes the definition of the expressions "permanent stock" and "terminating stock" which notions are now out of date.

Sections 2 and 3 require that the paid-up capital of a company be maintained at one million dollars, with respect to the common shares.

Section 4 allows a company to borrow money by issuing subordinated notes and to accept subordinated shareholder loans. Such loans will be subordinate to the subordinated notes and the latter will rank after any other debt of the company.

By section 6, the obligation imposed upon extra-provincial companies to maintain a permanent capital stock is removed.

Section 7 provides that the minimum of one million dollars relating to the paid-up capital stock will only apply to trust companies which register for the first time after the coming into force of the bill.

Section 8 requires that the firm name of a Québec company be in the French language, whether it is accompanied with an English version or not, and this applies from the time it seeks a new registration.

Section 9 validates purchases provided in section 5 of the bill if they have been made between 15 March 1974 and the coming into force of the bill.

Section 10 allows the substitution of the name of the purchasing company to which section 9 of the bill applies, in all the documents by which the selling company was involved in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2 of the Trust

rieur à une valeur au pair globale de un million de dollars. »

4. L'article 7 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« **7. 1.** Sauf les dispositions contraires contenues dans une charte spéciale, une compagnie ne peut contracter d'emprunts moyennant la réception de dépôts ou l'émission d'obligations. Elle peut cependant emprunter des fonds en émettant des billets en sous-ordre ou en acceptant des prêts en sous-ordre consentis par les actionnaires, pour les fins et selon les modalités et conditions prévues dans les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, le ministre peut, selon les circonstances, imposer à une compagnie particulière des conditions et modalités restreignant ce pouvoir d'emprunt.

Un billet en sous-ordre s'entend, pour les fins du présent paragraphe, d'un titre de créance stipulant expressément qu'en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la compagnie, la créance prendra rang :

- a) après les autres créances de la compagnie;
- b) avec les autres billets en sous-ordre émis par elle;
- c) avant les prêts en sous-ordre consentis par les actionnaires.

Un prêt en sous-ordre consenti par les actionnaires s'entend, pour les fins de l'alinéa précédent, d'un prêt à échéance déterminée consenti à la compagnie par un de ses actionnaires ou par une personne qui contrôle un de ses actionnaires et stipulant qu'en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la compagnie, le prêt prendra rang avec les autres prêts semblables mais après toutes les autres créances. »

5. L'article 16 de ladite loi est modifié par l'insertion dans le premier alinéa, après le paragraphe b, du suivant :

« c) acheter la totalité des biens, droits, affaires et mandats de toute compagnie extra-provinciale. »

than a total par value of one million dollars."

4. Section 7 of the said act is amended by replacing subsection 1 by the following:

"**7. (1)** Subject to any provisions to the contrary contained in a special charter, no company may contract loans by taking deposits or by issuing bonds. It may nevertheless borrow money by issuing subordinated notes or by accepting subordinated shareholder loans, for the purposes and according to the terms and conditions provided in the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council. However, the Minister may, according to the circumstances, impose upon a particular company terms and conditions restricting such borrowing power.

"Subordinated note" means, for the purposes of this subsection, a title of indebtedness that by its terms provides that the indebtedness evidenced by it shall, in the event of the insolvency or winding-up of the company, rank:

- (a) after the other debts of the company;
- (b) equally with the other subordinated notes issued by it;
- (c) before the subordinated shareholder loans.

"Subordinated shareholder loan" means, for the purposes of this subsection, a loan for a fixed term granted to the company by one of its shareholders or by a person who controls one of its shareholders and stipulating that in the event of the insolvency or winding-up of the company, the loan shall rank equally with other similar loans but be subordinate to all other debts."

5. Section 16 of the said act is amended by inserting in the first paragraph, after subparagraph b, the following:

"(c) buy the whole of the property, rights, business and mandates of any extra-provincial company;"

de l'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommiss. Toutefois, cette dernière compagnie ne peut poser d'autres actes que ceux nécessaires à sa dissolution.

Companies Act. However, the latter company must only perform the acts necessary to achieve its own dissolution.

6. L'article 19 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° Les compagnies extra-provinciales qui possèdent un capital-actions ordinaire souscrit et versé d'au moins \$500,000; ».

7. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 19, le suivant:

« **19a.** Un premier enregistrement ne peut être accordé à une compagnie de fidéicommis qui n'était pas enregistrée le 1^{er} décembre 1974 à moins qu'elle ne possède un capital-actions ordinaire souscrit et versé d'au moins un million de dollars. »

8. L'article 25 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Une compagnie ne peut être enregistrée à moins que sa raison sociale ne soit en langue française, qu'elle soit ou non accompagnée d'une version anglaise. Cette raison sociale doit comporter les mots « fiducie » ou « trust » ou autre expression explicitant la qualité de fiduciaire de la compagnie et être conforme aux exigences du chapitre IV du Titre III de la Loi sur la langue officielle. »

9. L'article 5 de la présente loi a effet depuis le 1^{er} mars 1974 et les achats effectués conformément à cet article entre cette date et celle de l'entrée en vigueur de la présente loi sont pour autant validés sans que s'appliquent les deuxième et troisième alinéas de l'article 16 de la Loi des compagnies de fidéicommis.

10. Lorsqu'une compagnie de fidéicommis a acheté la totalité des biens, droits, affaires et mandats d'une compagnie extra-provinciale entre le 1^{er} mars 1974 et le (*date de l'entrée en vigueur du projet de loi n° 77*), la raison sociale de la compagnie qui achète est substituée à celle de la compagnie qui vend dans tout document la mettant en cause en l'une des capacités ou qualités mentionnées dans le paragraphe 7° de l'article 2 de la Loi des compagnies de fidéicommis dès l'adoption de l'arrêté prévu à la première phrase du quatrième alinéa de l'article 16 de la Loi des compagnies de fidéicommis. À comp-

6. Section 19 of the said act is amended by replacing paragraph 3 by the following:

“(3) Extra-provincial companies having a common subscribed and paid-up capital stock of at least \$500,000;”.

7. The said act is amended by inserting, after section 19, the following:

“**19a.** A first registration shall not be granted to a trust company which was not registered on December 1 1974 unless it has a common subscribed and paid-up capital-stock of one million dollars.”

8. Section 25 is amended by adding the following paragraph:

“No company shall be registered unless its firm name is in the French language, whether it is accompanied with an English version or not. Such firm name must include the words “fiducie” or “trust” or another expression indicating the capacity of trustee of the company and be in compliance with the requirements of chapter IV of Title III of the Official Language Act.”

9. Section 5 of this act shall have effect from 1 March 1974 and purchases made in conformity with such section between such date and that of the coming into force of this act are validated in that regard without application of the second and third paragraphs of section 16 of the Trust Companies Act.

10. Where a trust company has purchased the whole of the property rights, business and mandates of an extra-provincial company between 1 March 1974 and (*date of coming into force of Bill No. 77*), the firm name of the purchasing company shall be substituted for that of the selling company in any document by which it is involved in one of the capacities mentioned in paragraph 7 of section 2 of the Trust Companies Act immediately upon adoption of the order contemplated in the first sentence of the fourth paragraph of section 16 of the Trust Companies Act. From the date of the abovementioned or-

ter de la date de l'arrêté susdit, la compagnie qui vend ne doit exercer aucune activité sinon pour réaliser sa dissolution.

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

der, the selling company must not carry on any activity except to achieve its own dissolution.

11. This act shall come into force on the day of its sanction.